

Brochure n° 3304

Convention collective nationale

IDCC : 2190. – **MISSIONS LOCALES ET PAIO**

AVENANT N° 25 DU 10 OCTOBRE 2006

RELATIF AUX MANDATS

DES REPRÉSENTANTS ÉLUS DU PERSONNEL

NOR : *ASET0750520M*

IDCC : *2190*

Entre :

L'union nationale des missions locales et PAIO et organismes d'insertion sociale et professionnelle,

D'une part, et

La fédération de la protection sociale du travail et de l'emploi (PSTE) CFDT ;

Le syndicat national des métiers de l'insertion (SYNAMI) CFDT ;

La fédération française santé et action sociale (FFASS) CFE-CGC ;

La fédération de la protection sociale et de l'emploi (PSE) CFTC ;

La fédération nationale des personnels des organismes sociaux (FNPOS) CGT ;

L'union fédérale des ingénieurs, cadres et techniciens UGICT CGT ;

La fédération nationale de l'action sociale (FNAS) CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Par dérogation aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article L. 423-16, du 1^{er} alinéa de l'article L. 423-18, du 1^{er} alinéa de l'article L. 433-12 et du 1^{er} alinéa de l'article L. 433-13 du code du travail, la durée du mandat des délégués du personnel, des représentants aux comités d'entreprise et de la délégation unique du personnel est fixée à 2 ans.

Article 1^{er}

Insertion d'un nouvel article II-4 dans la convention collective nationale des missions locales et PAIO modifiant de fait la numérotation des articles suivants.

Ce nouvel article II-4 est rédigé comme suit :

Article II-4

La durée du mandat des délégués du personnel des membres du comité d'entreprise et de la délégation unique du personnel

La durée du mandat des délégués du personnel, des membres du comité d'entreprise et de la délégation unique du personnel est de 2 ans.

Cette durée de 2 ans s'applique aux premières élections qui seront organisées après la date d'application du présent article dans la structure.

Pour les élections organisées entre le 3 août 2005 et avant la date d'application de cette disposition dans la structure, la durée du mandat des représentants élus du personnel reste régie par les normes en vigueur au moment de l'élection (loi ou accord d'entreprise).

Article 2

L'article II-4 intitulé « Les délégués du personnel » devient l'article II-5.

La première phrase de l'alinéa 3 de l'article II-4 rédigé de la manière suivante « Les élections ont lieu tous les 2 ans » est supprimée.

Article 3

L'article II-5 intitulé « Le comité d'entreprise » devient l'article II-6.

Article 4

L'article II-6 intitulé « La délégation unique du personnel » devient l'article II-7.

Article 5

L'article II-7 intitulé « Les élections des délégués du personnel » est supprimé.

Article 6

Les conventions ou accords d'entreprise ne peuvent introduire, sur le sujet traité par le présent avenant, des dérogations moins favorables aux salariés.

Si tel est pourtant le cas, ces dispositions seront considérées comme non écrites et ne pourront produire d'effets.

Article 7

Le présent avenant prendra effet le 1^{er} novembre 2006.

Article 8

Les parties signataires de cet avenant s'engagent à en demander l'extension.

Fait à Paris, le 10 octobre 2006.

(Suivent les signatures.)